

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

**G/ADP/Q1/JPN/1**

**G/SCM/Q1/JPN/1**

9 août 1996

(96-3174)

**Comité des pratiques antidumping  
Comité des subventions et des  
mesures compensatoires**

Original: anglais

## NOTIFICATION DE LOIS ET REGLEMENTATIONS AU TITRE DE L'ARTICLE 18.5 ET DE L'ARTICLE 32.6 DES ACCORDS

### Réponses du Japon<sup>1</sup> aux questions posées par l'Australie<sup>2</sup>

La Mission permanente du Japon a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 29 juillet 1996.

Les notifications requises de lois et réglementations ainsi que des Principes directeurs sont en cours d'élaboration et seront présentées d'ici la prochaine réunion consacrée à l'examen des législations.

1. *Le Japon a-t-il l'intention de mettre en place d'autres réglementations concernant certains points de l'Accord antidumping et de l'Accord sur les subventions tels que les marges de minimis, les volumes négligeables, le faible volume des ventes et les ventes à perte?*

Les lois et réglementations japonaises ne contiennent pas de dispositions concernant la marge ou le montant "*de minimis*", le volume d'importations négligeable, etc.

Par conséquent, les dispositions de l'article 5.8 de l'Accord ADP et de l'article 11.9 de l'Accord SMC sont appliquées directement.

2. *Le Japon mettra-t-il en place des réglementations pour satisfaire aux prescriptions prévues à l'article 14 de l'Accord sur les subventions?*

En ce qui concerne les critères servant à calculer le montant aux fins de la détermination des droits compensateurs, les dispositions de l'article 14 de l'Accord SMC sont appliquées directement.

3. *Les autorités japonaises peuvent-elles accepter des engagements avant qu'il n'y ait eu une détermination préliminaire positive?*

Conformément à l'article 8.8 de la Loi, le gouvernement ne peut accepter d'engagement de ce type à moins qu'il ne puisse être présumé que le produit en cause est effectivement importé à des prix de dumping et que son importation cause un dommage important, etc. Cette présomption correspond à la détermination préliminaire positive mentionnée à l'article 8 de l'Accord ADP.

Cette disposition est donc compatible avec l'article 8 de l'Accord.

---

<sup>1</sup>G/ADP/N/1/JPN/2-G/SCM/N/1/JPN/2.

<sup>2</sup>G/ADP/W/220-G/SCM/W/230.